

# Tableau comparatif de l'encadrement du lobbying à l'international

Ce tableau comparatif fournit une vue d'ensemble des différentes approches adoptées par les pays en ce qui concerne l'encadrement du lobbying.

Dernière mise à jour : juin 2023

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits (au 30 avril 2023)	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
Allemagne	2021	Parlement (Bundestag)	Tout contact établi dans le but d'influencer directement ou indirectement le processus de détermination des objectifs ou de prise de décision mené par les institutions, les membres, les groupes parlementaires ou les groupements du Bundestag allemand ou par le gouvernement fédéral	Toute personne physique ou morale, société de personnes ou autre organisation qui représente elle-même des intérêts particuliers ou qui mandate une telle représentation en leur nom	5 896	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité de la personne physique ou morale ou de l'organisation</li> <li>Description des activités et des domaines d'intérêts</li> <li>Identité des clients dont le déclarant représente les intérêts</li> <li>Nombre d'employés impliqués dans la représentation d'intérêts</li> <li>Dépenses financières liées à la représentation d'intérêts</li> <li>Allocations et subventions individuelles provenant des fonds publics</li> </ul>	<p>Annuelle pour les informations générales</p> <p>Certaines informations relatives aux noms, adresses, coordonnées, etc., doivent être mises à jour au plus tard à la fin du trimestre suivant le changement</p>	<p>Amende (jusqu'à 50 000 €)</p> <p>Interdiction d'accéder aux locaux du Bundestag</p>	<p>Pas de contrôle préalable des informations inscrites dans le registre, seulement un contrôle détaillé a posteriori</p> <p>Les entrées qui n'ont pas été mises à jour à temps sont affichées publiquement avec la mention « non mis à jour »</p>	lobbyregister.bundestag.de
Autriche	2013	Ministère de la Justice	Toutes les activités par lesquelles une influence directe est exercée sur le législateur ou l'administration par le biais de contacts structurés et organisés	Toutes les sociétés, institutions et associations faisant valoir les intérêts individuels de personnes ou de sociétés, ou les intérêts collectifs de plusieurs personnes ou sociétés, auprès des autorités publiques	389	Objet et montant des dépenses des activités de lobbying	Annuelle	<p>Sanctions administratives jusqu'à 60 000 €</p> <p>Radiation du registre</p>	Non spécifié	lobbyreg.justiz.gv.at
Canada	1989, 1995, 2003, 2008	Commissariat au Lobbying	Toute communication ou demande d'entrevue avec le « titulaire d'une charge publique » au sujet de certaines politiques publiques	Lobbyiste-conseil et lobbyiste-salarié qui agissent à titre rémunéré	5 207	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité des responsables publics contactés</li> <li>Institution publique visée</li> <li>Données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>Objet et objectif des activités de lobbying</li> <li>Type de décision publique visée</li> </ul>	<p>Ré-inscription tous les six mois</p> <p>Si contact avec un responsable public, rapport mensuel de communication</p>	<p>Amende (jusqu'à 200 000 CAD)</p> <p>Peine de prison maximale de deux ans</p> <p>Interdiction d'exercer du lobbying pendant deux ans</p>	<p>Évaluations préliminaires</p> <p>Enquêtes : peut assigner et assurer la présence d'un individu, et obliger à produire des documents</p> <p>Si infraction à la loi ou au code, en avise un agent de la paix compétent</p> <p>16 rapports d'enquête depuis 2011</p>	lobbycanada.gc.ca

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits (au 30 avril 2023)	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
<b>Catalogne</b>	2014, 2016, 2017	Département de la Justice de la Généralité de Catalogne et Direction générale du droit et des entités juridiques	Toutes les activités menées dans le but d'influencer directement ou indirectement les processus de préparation ou d'application des politiques et la prise de décisions, quels que soient les voies ou les moyens utilisés	Personne physique ou personne morale de droit privé qui effectue des actions de participation active aux politiques publiques ou aux processus décisionnels en Catalogne dans le but d'influencer l'orientation de ces politiques en faveur de leurs intérêts ou de ceux des tiers, ou de l'intérêt général	5 219	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité des clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>Montant des dépenses, type et objet des activités de lobbying</li> </ul>	En fonction du code de conduite de chaque organisation	Suspension temporaire de l'inscription au registre En cas de manquement grave, radiation du registre	Validation des informations enregistrées, pas d'enquête par la suite	<a href="http://governobert.gencat.cat">governobert.gencat.cat</a>
<b>Écosse</b>	2016	Parlement écossais	Communication qui vise à informer ou à influencer un membre du Parlement écossais, un membre du gouvernement écossais, un ministre écossais subordonné, un conseiller spécial ou le secrétaire permanent	Toute personne ou organisation qui s'engage dans une communication en face-à-face (y compris les vidéoconférences) avec un responsable public défini si elle échange sur les fonctions gouvernementales ou parlementaires et agit à titre rémunéré	1 485	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité des responsables publics contactés</li> <li>Identité des clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>Type et objet des activités de lobbying</li> </ul>	Tous les six mois	Rapport au Parlement	Le conservateur du registre peut émettre des avis pour demander des renseignements  Les enquêtes peuvent également être menées par le commissaire, qui peut ensuite faire rapport au Parlement  Les allégations très graves peuvent être transmises directement au Crown Office (le ministère public écossais)	<a href="http://lobbying.scot">lobbying.scot</a>
<b>États-Unis</b>	1946, 1995, 2007	Bureau de la chambre des représentants  Bureau du Sénat	Toute communication orale, écrite ou électronique adressée à certains responsables publics définis concernant une politique publique	Toute personne employée par un client pour une compensation financière dont les services comprennent plus d'un contact de lobbying et dont les activités de lobbying représentent plus de 20% de son temps  Tout lobbyiste salarié	12 644	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institution publique visée</li> <li>Données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>Type de décision publique visée</li> <li>Montant des dépenses, type et objet des activités de lobbying</li> </ul>	Trimestrielle	Amende (entre 50 000 \$ et 200 000 \$)  Peine de prison maximale de cinq ans	4 220 cas d'infractions potentielles au <i>Lobbying Disclosure Act</i> transmis au procureur entre 2009 et 2019	<a href="http://disclosurespre-view.house.gov">disclosurespre-view.house.gov</a>
<b>Finlande</b>	2023	Bureau national d'audit	Toute communication pour influencer une partie (Parlement ou ministères) impliquée dans le processus décisionnel public	Les personnes morales ou opérateurs privés qui exercent des activités de lobbying ou de conseil auprès du Parlement et des ministères	La loi 430/2023 entrera en vigueur au 01/01/2024	<p><u>Pour les activités de lobbying :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identité de la personne visée par les activités de lobbying</li> <li>Sujets sur lesquels les personnes visées ont été contactées</li> <li>Méthodes utilisées pour maintenir le contact</li> <li>Informations financières</li> </ul> <p><u>Pour les activités de conseil :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identité du client</li> <li>Identité des personnes impliquées dans les activités de conseil et leurs domaines de spécialisation</li> <li>Type de service fourni au client</li> <li>Informations financières</li> </ul>	Semestrielle pour la déclaration d'activité  Annuelle pour les informations financières	Amendes	Contrôle uniquement ex-post, pas de contrôle ex-ante du contenu des déclarations	<a href="http://vtv.fi">vtv.fi</a>

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits (au 30 avril 2023)	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
France	2016	Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)	Toute communication à l'initiative du représentant d'intérêts auprès de certains responsables publics au sujet de certaines décisions publiques en vue d'influencer ces décisions	Personne physique dans le cadre d'une activité professionnelle, ou personne morale dont un dirigeant, un employé ou un membre exerce des actions de représentation d'intérêts comme activité principale ou régulière	2 584	<ul style="list-style-type: none"> <li>Type de responsable public contacté</li> <li>Montant des dépenses, type et objet de la représentation d'intérêts</li> <li>Type de décision publique visée</li> <li>Lien avec des organisations professionnelles</li> </ul>	Annuelle	<p>Amende (15 000 €)</p> <p>Peine de prison maximale d'un an</p>	<p>Pouvoir de contrôle sur pièce et sur place, sans que le secret professionnel ne puisse lui être opposé</p> <p>163 contrôles des représentants d'intérêts lancés en 2022 (77 contrôles de non-inscrits et 86 contrôles des déclarations annuelles)</p>	hatvp.fr
Grèce	2021	Autorité nationale de la transparence (NTA)	Tout type de communication directe entre un représentant d'intérêts, à son initiative, et un organe institutionnel, qui vise à influencer le processus décisionnel et qui est effectuée contre rémunération	Toute personne physique ou morale qui exerce des activités de lobbying rémunérées dans le cadre de ses contacts avec les organes institutionnels, au nom et pour le compte de son client	Non spécifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'organe institutionnel contacté</li> <li>Domaine politique et type de décision visés</li> <li>Coordonnées de la personne qui a exercé l'activité de lobbying, ainsi que son client, s'il a agi pour le compte d'autrui</li> <li>Moment et manière dont l'activité de lobbying a été exercée</li> <li>Résultat attendu</li> </ul>	Annuelle	<p>Amendes entre 5 000 et 20 000 €</p> <p>Suspension de l'exercice des activités de lobbying</p> <p>Radiation du registre</p>	<p>La NTA examine tout manquement éventuel aux obligations des représentants d'intérêts</p> <p>Les inspecteurs invitent par écrit le représentant d'intérêts à fournir des explications dans un délai d'un mois</p>	lobbying.aead.gr
Irlande	2015, 2016, 2019, 2022 (la loi est réexaminée un an après son adoption, puis tous les trois ans)  Le projet de loi modificative de 2022 (qui n'est pas encore en vigueur) prévoit une révision tous les cinq ans	Commission pour les standards de la fonction publique (SIPO)	Toute communication avec un agent public désigné qui porte sur une « question pertinente »	<p>Entité juridique d'au moins 10 employés exerçant des activités de lobbying</p> <p>Tout lobbyiste professionnel payé pour communiquer pour le compte d'un client</p> <p>Tout organisme de représentation ou de plaidoyer ayant au moins un employé</p> <p>Toute personne exerçant des activités de lobbying concernant le zonage de terrains</p>	2 468	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité des responsables publics contactés</li> <li>Données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>Type, objet et objectif des activités de lobbying</li> </ul>	Tous les quatre mois	<p>Pénalité automatique (200 €) pour l'envoi de déclarations en retard</p> <p>Amende maximale de 2 500 €</p> <p>Peine de prison maximale de deux ans</p>	<p>Peut obliger toute personne à fournir des informations et produire des documents</p> <p>Peut pénétrer et fouiller des locaux, inspecter et prendre des copies de tout document</p> <p>En 2021, 399 pénalités automatiques pour envoi tardif de la déclaration d'activité ont été prononcées</p>	lobbying.ie
Lituanie	2001, 2017, 2020	Commission officielle d'éthique en chef	Actions menées par une personne physique ou morale dans le but d'exercer une influence sur certains responsables publics afin que des actes juridiques soient adoptés ou rejetés dans l'intérêt du client ou du bénéficiaire des activités de lobbying	<p>Toute personne physique ou morale, organisation ou département d'une organisation exerçant des activités de lobbying</p> <p>Les organisations à but non lucratif sont exclues</p>	320	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identité du représentant d'intérêts</li> <li>Identité du client des activités de lobbying</li> <li>Intitulé de l'acte juridique ou du projet d'acte juridique visé</li> <li>Brève description du sujet que l'acte juridique vise à modifier</li> <li>Nom de l'autorité ou de l'institution faisant l'objet du lobbying</li> <li>Nom et fonction de l'agent public faisant l'objet du lobbying</li> </ul>	Dans les sept jours suivant l'activité de lobbying	<p>Suspension du registre (et donc des droits d'accès aux réunions et consultations que l'appartenance au registre conditionne)</p> <p>Amendes</p>	<p>Contrôler les activités de lobbying et recevoir des informations de la part des lobbyistes</p>	skaidris.vtek.lt

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits (au 30 avril 2023)	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
Royaume-Uni	2014	Registre des lobbyistes-consultants	Communications (en personne, par écrit ou par voie numérique) effectuées personnellement avec des ministres du gouvernement ou des secrétaires permanents (et équivalents) pour le compte d'un client	Les organisations et les personnes assujetties à la TVA au Royaume-Uni qui communiquent personnellement avec des ministres du gouvernement ou des secrétaires permanents (et équivalents) pour le compte d'un tiers et contre rémunération	212	Clients visés par des activités de lobbying ou payés pour faire du lobbying au cours du trimestre précédent	Trimestrielle	Sanction civile (max. 7500 £) ou transmission à la justice pénale pour une amende (la voie pénale n'a cependant jamais été utilisée)	Vérification des informations publiées (informations disponibles, rapports des médias, etc.) afin d'identifier les activités de lobbying des consultants non inscrits au registre Les enquêtes du conservateur du registre peuvent être complétées de demandes d'information Des notifications de sanctions civiles peuvent être émises en cas de retard ou d'inexactitude des déclarations trimestrielles d'informations et pour des lobbyistes-conseil non inscrits	orcl.my.site.com
Serbie	2018	Agence de prévention de la corruption (APC)	Tout contact écrit d'un lobbyiste ou d'un lobbyiste non inscrit Le lobbyiste doit joindre au document écrit adressé à la personne visée par l'activité de lobbying la preuve de son inscription au registre des lobbyistes, le nom de la loi, du règlement ou de l'acte qui fait l'objet de ses activités de lobbying	Toute personne physique ou morale inscrite au registre des lobbyistes Les activités de lobbying peuvent également être exercées par une personne physique non inscrite au registre si elle est le représentant légal ou l'employé d'une entreprise pour laquelle elle exerce des activités de lobbying (lobbyiste non inscrit au registre)	45	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identité du lobbyiste ou de la personne morale</li> <li>• Numéro et date de l'inscription au registre des lobbyistes</li> <li>• Identité des clients à l'origine des activités de lobbying</li> <li>• Objet et but du lobbying</li> <li>• Données sur les personnes et les autorités visées par le lobbying</li> </ul>	Annuelle	Amende pour délit, suspension du registre	Le conservateur du registre peut émettre des avis de demande d'information	publicacas.acas.rs

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits (au 30 avril 2023)	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
<b>Slovénie</b>	2010, 2011	Commission pour la prévention de la corruption (CPC)	Tout contact non public établi entre une personne physique et un responsable public défini dans le but d'influencer le contenu ou la procédure d'adoption de décisions publiques	Toute personne qui exerce des activités de lobbying et qui est inscrite au registre des lobbyistes, ou toute personne qui exerce des activités de lobbying et qui est employée par un groupe d'intérêt et qui exerce des activités de lobbying pour son compte	82	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identité des responsables publics et institutions contactés</li> <li>• Données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying</li> <li>• Montant des dépenses, type, objet et objectif des activités de lobbying</li> <li>• Type et montant des donations faites aux partis politiques</li> </ul> <p>Les responsables publics visés par les activités de lobbying doivent également déclarer chaque contact avec un lobbyiste (y compris le nom du lobbyiste, le domaine de lobbying, l'objectif, la date et le lieu du contact)</p>	<p>Lobbyistes ou groupes d'intérêt inscrits : annuelle</p> <p>Responsables publics visés par des activités de lobbying : dans les 8 jours suivant le contact</p>	<p>Sanctions administratives (allant de l'interdiction d'exercer des activités de lobbying sur un sujet particulier à la radiation du registre) et sanctions pour infraction mineure</p> <p>Responsables publics visés par des activités de lobbying ou groupe d'intérêt : sanctions pour infraction mineure</p>	<p>Recoupement entre les rapports annuels des lobbyistes inscrits, des groupes d'intérêts et des dossiers des responsables publics visés par des activités de lobbying</p> <p>La CPC peut engager une procédure pour infraction mineure et se prononcer sur l'infraction, à la suite de quoi elle peut imposer une sanction</p>	kpk-rs.si
<b>Union européenne</b>	2011, 2014, 2021	Comité de direction et secrétariat du registre de transparence	Activités menées par des représentants d'intérêt dans le but d'influencer l'élaboration ou la mise en œuvre d'une politique, d'une loi ou les processus de décision des institutions de l'Union	Toute personne morale ou physique ou tout groupement formel ou informel, association ou réseau qui mène des activités de lobbying	12 154	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations générales sur l'entité</li> <li>• Liens avec les institutions de l'UE (propositions législatives, initiatives ciblées)</li> <li>• Informations financières</li> </ul> <p>Les institutions de l'UE publient également des informations sur les inscriptions au registre, notamment sur l'appartenance aux groupes d'experts de la Commission, les personnes accréditées auprès du Parlement européen, la liste des réunions avec la Commission européenne</p>	<p>Mise à jour annuelle obligatoire, avec une incitation à la mise à jour tous les six mois et une obligation supplémentaire de mise à jour sur demande</p>	<p>Suspension temporaire du registre</p> <p>Avertissement formel au déclarant</p> <p>Radiation du registre</p> <p>Interdiction de réenregistrement pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans et publication de la mesure sur le site web</p>	<p>Le suivi est effectué pour les nouvelles demandes, ou par le biais de contrôles de qualité ciblés et dans le cadre du suivi de plaintes ou d'enquêtes propres</p> <p>4 238 contrôles de qualité ciblés ont été effectués par le Secrétariat en 2022 : il a reçu 65 nouvelles plaintes et ouvert 13 dossiers d'auto-enquête à l'encontre d'entités enregistrées</p>	ec.europa.eu